

L'obsession anticapitaliste des Jeunes socialistes

Le Conseil des Etats se penchera la semaine prochaine sur l'initiative des Jeunes socialistes suisses visant à imposer les grandes successions pour financer la lutte contre le dérèglement climatique. On peut s'attendre à un vote clairement défavorable des sénateurs, comme l'a été celui du Conseil national ce printemps. La votation populaire pourra ensuite avoir lieu fin novembre afin d'éliminer au plus vite cet ovni politique.

Les initiants veulent surtaxer les contribuables les plus riches, car ils considèrent qu'ils sont les premiers responsables du dérèglement climatique. Leur texte vise ainsi à prélever un impôt de 50% sur les successions ou les donations supérieures à 50 millions de francs. La facture serait explosive: si la succession vaut 50 millions, pas d'impôt ; mais si elle vaut le double, la taxe se monterait à 25 millions. Une succession de 300 millions de francs donnerait lieu à un impôt de 125 millions. Plus le montant augmente, et plus on approche les 50%.

Le plus grand problème avec ce genre de proposition, c'est que ses auteurs ne semblent pas comprendre que les entrepreneurs qui ont du succès sont surtout riches de la valeur de leur entreprise, c'est-à-dire du capital investi dans l'outil de travail, que ce soit au travers de machines, véhicules, immobilier, brevets ou serveurs... En d'autres termes, la moitié de la valeur visée par l'initiative ne dort pas dans un coffre à la banque. Pour s'acquitter d'un impôt aussi élevé, l'entreprise devrait donc être vendue, tout ou partie.

Cela ne semble pas déranger les initiants. Lorsque Peter Spuhler, le patron de Stadler Rail, a indiqué qu'il partirait à l'étranger si cette initiative était acceptée, pour éviter que ses successeurs doivent s'acquitter d'un milliard ou plus (!) d'impôt, la présidente des Jeunes socialistes l'a accusé d'être un «criminel fiscal» ne cherchant qu'à se soustraire à ses responsabilités. Elle s'est certes excusée par la suite, mais elle avait trahi le fond de sa pensée.

En effet, la lutte contre le dérèglement climatique semble être plus un prétexte qu'une réelle ambition. Ce qui compte réellement, pour les Jeunes socialistes, c'est de s'attaquer au capitalisme, et peu importe que des entreprises familiales moyennes ou grandes, suisses de surcroît, en soient aussi les victimes. Les conséquences négatives pour ces sociétés, qui devraient être vendues, sont passées sous silence. Les initiants ne sont pas non plus un instant troublés par l'idée que ces sociétés seraient livrées à l'appétit de groupes encore plus grands, quand bien même ils dénoncent à journée faite les scénarios du vilain renard dans le poulailler. Pire encore: ils ne sont sans doute pas conscients de leurs propres

incohérences, à savoir envisager le démantèlement d'une entreprise qui fabrique des trains... pour financer la lutte contre le climat. Vivement que la votation ait lieu et que cette idée scélérate soit renvoyée à ses auteurs!